

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation au Congrès national du Parti
républicain**

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Tampa Bay, Floride, États-Unis d'Amérique
du 27 au 30 août 2012**

Rapport

MEMBRES DE LA DÉLÉGATION ET PERSONNEL

Du 27 au 30 août 2012, M. Gord Brown, député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP), a dirigé une délégation de la Section canadienne du GIP au Congrès national du Parti républicain à Tampa Bay, en Floride. Le second membre de la délégation était l'honorable Bob Runciman, sénateur. La délégation, qui faisait partie du Republican Diplomatic Partnership (RDP), était accompagnée de M^{me} June Dewetering, conseillère principale de la Section canadienne.

LE CONGRÈS

Le Congrès national du Parti républicain, tenu tous les quatre ans, donne lieu à trois grandes activités : la mise en candidature à la présidence et à la vice-présidence du Parti, l'établissement et l'adoption de la plateforme électorale du Parti et l'adoption des règles et procédures concernant les activités du Parti, notamment le processus de mise en candidature à la présidence pour le prochain cycle électoral.

Comme il a été noté précédemment, la délégation de la Section canadienne du GIP a participé au Congrès national par l'entremise du Republican Diplomatic Partnership. Le RDP est un organisme indépendant sans but lucratif qui préconise les relations entre les décideurs et les représentants du gouvernement américain, le secteur privé et le corps diplomatique. Afin de faciliter la compréhension et le développement mutuels, il met l'accent sur l'importance des principes à la base du régime républicain et encourage les échanges sur les politiques et les théories politiques conservatrices au sein de la communauté internationale. Environ 90 ambassades ont participé au Congrès national du Parti républicain à Tampa Bay grâce au RDP.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION AU COURS DU CONGRÈS

Le Canada et les États-Unis entretiennent des relations mutuellement avantageuses. Selon des statistiques récentes, huit millions d'emplois américains dépendent du commerce avec le Canada, et deux millions et demi d'emplois canadiens dépendent du commerce avec les États-Unis. En outre, en 2011, les échanges commerciaux entre les deux pays étaient estimés à plus de 700 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 1,9 milliard de dollars par jour, ou 1,3 million de dollars par minute. À l'heure actuelle, le Canada est le principal pays d'exportation de 35 États américains.

Le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis vise à trouver des points de convergence dans les politiques nationales des deux pays, à instaurer un dialogue sur

les divergences entre celles-ci et à favoriser l'échange d'information, en plus de permettre aux parlementaires canadiens et américains de mieux comprendre les préoccupations communes. Les membres de la Section canadienne du GIP rencontrent régulièrement leurs homologues fédéraux et, au cours des dernières années, ils ont également assisté à diverses réunions des gouverneurs et législateurs des États américains. Lors de ces activités, les délégués canadiens profitent des discussions pour aider la Section canadienne à atteindre ses objectifs et à sensibiliser tous les participants à la nature et à l'ampleur de cette relation bilatérale.

Les membres de la Section canadienne estiment que le Congrès national du Parti républicain de 2012 s'est révélée l'occasion idéale pour observer le processus politique américain et rencontrer certains des législateurs fédéraux des États-Unis qui y assistaient. Dans la conviction que ses membres ont atteint leurs objectifs concernant le Congrès, la Section canadienne entend assister aux prochains congrès nationaux du Parti républicain.

ACTIVITÉS

Les délégués ont assisté à des séances portant entre autres sur les politiques économiques, commerciales et étrangères et les débats présidentiels, ainsi qu'aux discours livrés chaque soir au cours du Congrès. Voici la liste des séances :

- Discours d'ouverture
- Discussion politique avec d'anciens présidents du Comité national du Parti républicain
- Discussion de groupe : L'histoire inédite de la liberté économique et les crises internationales actuelles
- Discussion de groupe : L'avenir de la politique de sécurité nationale américaine
- Discussion de groupe : Biotechnologie et innovation
- Discussion de groupe : Innovation, technologie, industries manufacturières et croissance de l'emploi aux États-Unis
- Survol de la politique américaine et de la Commission des débats présidentiels
- Le Congrès national du Parti républicain de 2012
- Discussion de groupe : Économie et commerce international

Le présent rapport résume les séances prévues au programme du RDP. Il ne fait pas état des discours de nature politique.

DISCOURS D'OUVERTURE

Neil King, *Wall Street Journal*

- Les campagnes électorales sont en branle aux États-Unis, et un aspect qui attire l'attention en ce moment consiste à savoir qui fait quoi au cours du Congrès pour se préparer aux élections de 2016.
- On dépensera entre 3,5 milliards et 5 milliards de dollars au cours des campagnes électorales de 2012, y compris les primaires, ce qui équivaut au produit intérieur brut de plus de 40 pays.
- La campagne électorale de 2012 a en fait commencé en novembre 2010, immédiatement après la tenue des élections de mi-mandat. Les visites dans les États se sont intensifiées au début de l'année 2011.
- Le vote d'essai en Iowa aide à déterminer quel candidat présidentiel a la plus grande « force organisatrice ».
- Au cours de la campagne électorale de 2012, environ 20 débats seront diffusés à la télévision. Certaines personnes considèrent les débats comme un « divertissement » national.
- L'économie américaine est dans une situation inhabituellement précaire. Le taux de chômage dépasse les 8 % et la confiance des consommateurs est à la baisse. Si l'on se fie aux indicateurs économiques américains, on pourrait croire que le président sortant n'a aucune chance de remporter les élections. Pourtant, des sondages indiquent que, dans certains États, Obama et Romney sont à égalité ou qu'Obama détient une avance.
- De nombreuses personnes ont tenu le président Jimmy Carter responsable du malaise économique qui s'est installé au cours de son mandat, mais ce n'est pas le cas pour le président Obama : selon des groupes de discussion, le plan d'Obama est un « ouvrage inachevé » et le président a « hérité d'une situation incertaine ».
- Il y a quatre ans, lorsqu'il était candidat à la présidence, le sénateur Obama a fait de son caractère « exotique » un atout. Le gouverneur Romney est lui aussi « exotique » : il a gouverné un État de la Nouvelle-Angleterre sous la bannière républicaine, son père est né au Mexique, et il a passé quatre ans en France comme missionnaire mormon.
- La plateforme républicaine reflète le cœur du Parti républicain.
- Selon l'ancien gouverneur Jeb Bush, le Parti républicain doit plaire à une plus grande partie de la population.
- La campagne électorale actuelle risque d'être la dernière où le ticket est formé de deux hommes provenant des États du nord du pays.

Ed Goas, *The Tarrance Group*

- Les sondages permettent de prendre le pouls de la situation. À l'heure actuelle, les deux candidats sont nez à nez dans les sondages et la « course » semble

avoir stagné puisque les résultats des sondages n'ont pas changé depuis mai 2012.

- Les membres de l'équipe du gouverneur Romney sont probablement satisfaits de la position de leur candidat, alors que le président Obama et son équipe sont probablement inquiets.
- Le président Obama doit mener deux campagnes en même temps : une au sujet de l'économie américaine, et une autre contre le candidat à la présidence Mitt Romney.
- À moins que les indicateurs économiques n'affichent des résultats positifs marqués pendant six mois consécutifs, les électeurs ne croiront pas en une relance économique.
- En ce qui concerne les dossiers qui importent aux électeurs, 70 % de la population s'intéresse aux problèmes économiques, notamment les emplois, les dépenses publiques et les impôts.
- Le président Obama et le gouverneur Romney ont tous deux rallié leur base.
- Les sondeurs séparent les mythes de la réalité.
- À l'heure actuelle, 46 % de la population appuie Obama; 50 % ne l'appuie pas.
- L'élection de 2012 ressemble à celle de 1980 sur le plan de l'intensité des sentiments.
- En règle générale, les démocrates sont de race non blanche, célibataires et laïcs et les républicains sont plutôt de race blanche, mariés et croyants.
- En 2011, pour la première fois de l'histoire des États-Unis, la majorité des enfants sont nés hors des liens du mariage.
- En 2012, les électeurs ne baseront pas leur choix sur la personnalité des candidats, mais sur leur aptitude à relancer l'économie.
- Soit l'élection présidentielle de 2012 sera serrée, soit Mitt Romney la remportera par 5 ou 6 points de pourcentage.

William Harris, *Congrès national du Parti républicain de 2012*

- Les congrès politiques sont l'occasion pour un parti d'unir ses forces et, pour les membres, de se rassembler.
- Le bipartisme, qui a assuré la stabilité du processus politique, est menacé, en partie en raison de la technologie moderne et des chaînes de nouvelles en continu, qui présentent ce qui est populaire afin d'augmenter leurs cotes d'écoute.
- En ce qui concerne la plateforme du Parti, le processus menant à son élaboration est plus important que la plateforme en soi.
- Les lois visant la réforme du financement des campagnes électorales ont toujours des conséquences prévues et imprévues.

- C'est le comité de sélection du lieu du Congrès qui met en branle l'organisation de l'événement. Le comité conclut une entente avec l'État hôte, et le Congrès est financé par des subventions fédérales et par des sommes amassées par le comité hôte.
- Les États-Unis sont l'un des pays les plus puissants au monde, voire le plus puissant.
- Pour le congrès de 2012, le Parti républicain a tenté d'organiser un congrès « sans barrières », ce qui explique l'activité en ligne (Facebook, Twitter, etc.). Ce « contrat numérique » sert à renforcer le message du Parti républicain.
- Le candidat à la présidence peut faire connaître sa vision au public au cours du congrès.
- Les congrès politiques sont une structure rigoureuse au sein d'une organisation chaotique. Ils sont également un point central dans l'espace et dans le temps qui permet d'informer les électeurs.

DISCUSSION POLITIQUE AVEC D'ANCIENS PRÉSIDENTS DU COMITÉ NATIONAL DU PARTI RÉPUBLICAIN

Au cours de la discussion de groupe, Tucker Carlson, éditeur du *Daily Caller* et chroniqueur à *Fox*, a posé des questions à d'anciens présidents du Comité national du Parti républicain :

- L'honorable Haley Barbour, ancien gouverneur du Mississippi et président du comité de 1993 à 1997
- L'honorable Jim Gilmore, ancien gouverneur de la Virginie et président du comité de 2001 à 2002
- L'honorable Jim Nicholson, ancien secrétaire aux Anciens combattants et président du comité de 1997 à 2001

Tucker Carlson : *Que doit dire le candidat Mitt Romney au cours du Congrès national?*

L'honorable Jim Gilmore : Mitt Romney doit parler des préoccupations des Américains, comme le chômage et le sous-emploi, le déclin de la qualité de vie et d'autres préoccupations de nature « humaine ».

Tucker Carlson : *Dans quelle mesure le Congrès national devrait-il servir à présenter le « programme » du Parti plutôt qu'à critiquer le président sortant?*

L'honorable Haley Barbour : De nombreux Américains estiment que le pays ne se dirige pas dans la bonne voie.

Tucker Carlson : *Quelles qualités font du gouverneur Romney une « bonne personne » ?*

L'honorable Jim Nicholson : Il faut rappeler aux électeurs l'état dans lequel se trouvent les États-Unis, et ensuite leur expliquer comment le Parti républicain réglerait les problèmes. Il est important que Mitt Romney fasse preuve d'empathie envers les Américains. Même s'il ne vit pas les mêmes problèmes, il a lui aussi surmonté des épreuves au cours de sa vie.

Tucker Carlson : *Comment devrait-on réagir au fait que le président Obama diabolise Mitt Romney et son colistier, le représentant Paul Ryan ?*

L'honorable Jim Gilmore : Il faut se poser la question : qu'est-il advenu de l'élan, de l'espoir et de la vision d'Obama ? Quel est le bilan des quatre dernières années ? Quelle est la vision du président Obama pour l'avenir ?

Tucker Carlson : *Comment le Parti républicain peut-il tourner à son avantage la notion selon laquelle le Parti démocrate « donne toujours plus » à la population ?*

L'honorable Haley Barbour : Les dépenses liées au régime d'assurance-maladie ont chuté depuis qu'Obama est devenu président. Plus le débat au sujet du régime se poursuit et plus la population s'informe sur ce dossier, moins l'Obamacare gagne d'appuis.

Tucker Carlson : *Qui contrôlera les dépenses liées au régime d'assurance-maladie ?*

L'honorable Jim Nicholson : La question du régime d'assurance-maladie sert de « football » politique. Environ 57 % des ménages américains reçoivent un chèque de la part du gouvernement fédéral; ils lui sont donc redevables. Le régime d'assurance-maladie a été mis sur pied en 1965, lorsque l'espérance de vie était moins élevée.

Tucker Carlson : *La longue période des primaires républicaines a-t-elle été avantageuse pour le Parti républicain ?*

L'honorable Jim Gilmore : La popularité de la télévision et le côté théâtral des élections permettent de faire énormément de promotion.

Tucker Carlson : *Le processus des primaires est-il trop démocratique ou trop chaotique ?*

L'honorable Haley Barbour : Les primaires de 2012 ont été les plus horribles qu'on puisse imaginer. Personne n'a fait bonne figure. Le président Obama est un grand rassembleur des républicains et des conservateurs.

L'honorable Jim Nicholson : Il n'est pas logique que deux États homogènes, l'Iowa et le New Hampshire, jouent un rôle si important. La victoire de Mitt Romney aux primaires fait de lui un bien meilleur candidat.

L'honorable Jim Gilmore : Quiconque survit au processus des primaires en sort plus fort.

Tucker Carlson : *Que devrait faire le Parti républicain concernant le candidat au Sénat Todd Akin, ?*

L'honorable Haley Barbour : Le Parti républicain n'a pas le pouvoir de contraindre Todd Akin de mettre fin à sa campagne. Il s'est mal exprimé et il ne remportera pas les élections. Le Parti démocrate a appuyé sa campagne.

L'honorable Jim Nicholson : Mitt Romney a fait preuve de courage dans la façon dont il a réagi aux propos de Todd Akin. Il a rapidement affirmé que le candidat avait tort et qu'il devrait mettre fin à sa campagne.

Tucker Carlson : *Que doit faire le Parti républicain pour remporter les élections?*

L'honorable Jim Gilmore : Il n'y a pas de réponse facile. Il est important de comprendre la situation des électeurs et de manifester une empathie évidente. De plus, le Parti républicain devrait exposer ses positions et expliquer ce qu'elles impliquent pour les États-Unis, les Américains et leur famille.

L'honorable Haley Barbour : L'économie américaine est en très mauvais état.

L'honorable Jim Nicholson : L'harmonisation des valeurs n'est pas suffisante. L'immigration est une question épineuse pour les États-Unis et le Parti républicain. Il faut des représentants élus et des modèles hispanophones. Les élections ne sont pas des sprints, ce sont plutôt des marathons.

DISCUSSION DE GROUPE : L'HISTOIRE INÉDITE DE LA LIBERTÉ ÉCONOMIQUE ET LES CRISES INTERNATIONALES ACTUELLES

Kim Holmes, *The Heritage Foundation*

- Plusieurs pays et régions, y compris l'Égypte, ne connaissent pas la liberté économique, une absence qui peut causer de l'instabilité. En Égypte, cette absence a donné lieu au Printemps arabe, où l'on a cherché à se défaire de l'emprise qu'avait le gouvernement sur l'économie.
- Les régimes répressifs briment les libertés politique et économique : brimer l'une revient à brimer l'autre, et ce genre de répression mène inévitablement à la pauvreté.
- Les économies libres sont plus susceptibles de respecter l'environnement, et les populations sont plus heureuses et en meilleure santé.
- L'indice de liberté économique des États-Unis recule. Le pays est passé du 5^e au 10^e rang des pays dont l'économie est la plus libre.
- La position des États-Unis sur l'indice de liberté économique reflète les décisions délibérées prises par les décideurs américains. Le recul de l'indice des États-Unis a coïncidé avec l'augmentation de la dette et le ralentissement économique.

Salim Furth, *The Heritage Foundation*

- Le Printemps arabe a éclaté parce que quelqu'un a refusé de payer un pot-de-vin, puis le phénomène s'est répandu puisque d'autres personnes pouvaient comprendre la situation.
- La corruption a causé le Printemps arabe, et il y a un lien mesurable entre la corruption et la violence.
- Le monde arabe doit :
 - freiner la corruption,
 - libéraliser les marchés du travail,
 - réduire la bureaucratie,
 - étendre la représentation politique.

Terry Miller, *The Heritage Foundation*

- L'indice de liberté économique existe depuis 18 ans. Il s'appuie sur 10 indicateurs de liberté économique regroupés sous quatre piliers. Le niveau de vie est plus élevé dans les pays où l'économie est libre. Les quatre piliers et les dix indicateurs sont les suivants :
 - La primauté du droit
 - Droits de propriété
 - Absence de corruption
 - Rôle limité du gouvernement
 - Poids des taxes et des impôts
 - Dépenses du gouvernement
 - Efficience de la réglementation
 - Liberté d'entreprise

- Libéralisation du travail
- Stabilité monétaire
- Marchés libres
 - Liberté des échanges
 - Liberté d'investissement
 - Liberté financière
- La liberté économique appuie la croissance et accroît la prospérité, ce qui réduit la pauvreté, encourage l'innovation, améliore la santé et contribue à l'éducation et à la protection de l'environnement.
- La Grèce a des problèmes dans toutes les facettes de la liberté économique, et elle se classe souvent dernière ou avant-dernière parmi les pays de la zone euro.
- En Europe, une crise économique se transforme habituellement en crise politique et cause de l'instabilité. En 2011, de nouveaux gouvernements ont été élus au Portugal, en Italie, en Espagne et en Grèce.
- Selon l'indice de liberté économique, il aurait été possible de prévenir les problèmes que connaissent aujourd'hui les pays européens.
- En Europe, les « gouvernements robustes » constituent la plus grande menace à la liberté économique.
- Selon l'indice de liberté économique, les États-Unis sont passés de la catégorie « économie libre » à « économie généralement libre ». Il faut se réorienter dès maintenant.

DISCUSSION DE GROUPE : L'AVENIR DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ NATIONALE AMÉRICAINE

Au cours de la discussion de groupe, l'honorable Jim Kolbe, ancien membre de la Chambre des représentants américaine, a posé des questions aux personnes suivantes :

- L'honorable Norm Coleman, ancien sénateur américain
- L'honorable Jim Talent, ancien sénateur américain
- L'honorable Vin Weber, ancien membre de la Chambre des représentants des États-Unis
- L'honorable Richard Williamson, ancien ambassadeur au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et envoyé spécial au Soudan.

L'honorable Jim Kolbe : *Quelles sont les différences entre Mitt Romney et le président Obama au chapitre de la politique étrangère?*

L'honorable Richard Williamson

- Mitt Romney reconnaît que les États-Unis sont bâtis sur les droits de la personne et la démocratie, et il est profondément convaincu que le leadership des États-Unis profite au monde entier.
- En ce qui concerne la politique étrangère, le président Obama tente d'éviter les risques.
- Mitt Romney adopte le principe bipartisan traditionnel de la paix par la force. À cet égard, les présidents Carter et Obama font entorse à la tradition.

L'honorable Vin Weber

- Les États-Unis croient qu'ils occupent une position privilégiée et, à ce titre, qu'ils doivent assumer des responsabilités spéciales.
- Les États-Unis veulent jouer un rôle de premier plan et ont l'intention de le faire.

L'honorable Jim Talent

- Les États-Unis conservent de solides capacités.
- Les États-Unis devraient coopérer avec les pays qui partagent ses objectifs et ses valeurs.

L'honorable Norm Coleman

- Pour « développer un emploi », il est utile d'avoir une expérience de travail.
- Compte tenu de l'état de l'économie américaine, il est difficile pour les États-Unis de se prononcer sur les problèmes économiques de l'Union européenne.

L'honorable Jim Kolbe : *Que peut-on dire au sujet de l'opinion du président Obama selon laquelle le monde veut que les États-Unis aient un rôle moins prédominant?*

L'honorable Norm Coleman

- Le monde veut que les États-Unis jouent un rôle de premier plan.
- Lorsqu'ils ne le font pas, les conséquences sont terribles.

L'honorable Jim Talent

- Le leadership est un élément clé.
- Les États-Unis ont besoin d'alliés et veulent en trouver.
- Mitt Romney comprend que les alliances sont plus solides et que le fardeau est partagé lorsque les États-Unis affirment leur présence et leur désir de jouer un rôle de premier plan.

L'honorable Vin Weber

- Nos alliés sont plus forts et davantage en mesure de « faire leur travail » lorsqu'ils sont dirigés par les États-Unis.
- Seuls les États-Unis possèdent les ressources nécessaires.

L'honorable Richard Williamson

- Les États-Unis devraient être raisonnables, responsables, rationnels, pragmatiques et réalistes.
- Les États-Unis sont bien outillés en politique étrangère.
- Les alliés ne s'entendent peut-être pas toujours, mais ils devraient toujours tenter de collaborer.
- Les États-Unis sont plus forts lorsqu'ils allient leurs efforts à ceux d'autres pays.
- Les États-Unis devraient occuper un rôle de leadership.
- Le Parti républicain rétablirait les relations entre les États-Unis et ses alliés.

***L'honorable Jim Kolbe** : Quelles mesures précises devrait-on prendre en ce qui concerne la Syrie?*

L'honorable Richard Williamson

- Le président Obama et Mitt Romney ont des approches différentes.
- Les États-Unis sont « disparus du combat »; « laisser les choses suivre leur cours » ne signifie pas que les problèmes se régleront d'eux-mêmes.

L'honorable Norm Coleman

- Il est important d'avoir une « présence » sur les lieux.
- Les États-Unis doivent prendre part aux discussions.

L'honorable Jim Talent

- Si l'on prend les bonnes décisions, le nombre de solutions augmente avec le temps.
- Il faut renforcer la crédibilité des États-Unis.

***L'honorable Jim Kolbe** : Compte tenu du fait que les sanctions des États-Unis n'ont pas eu les résultats escomptés, quelles mesures devrait-on prendre en ce qui concerne l'Iran et sa « volonté » d'obtenir des armes nucléaires?*

L'honorable Vin Weber

- Bien que le président Obama ait soulevé de nombreux bons points, la solution militaire ne devrait pas être envisagée.
- Des sanctions sévères sont utiles, mais elles fonctionnent seulement si l'Iran accorde davantage d'importance au bien-être de sa population qu'à son désir d'obtenir l'arme nucléaire.

L'honorable Richard Williamson

- Les sanctions sévères sont une bonne solution, mais il faut noter que le président Obama s'est opposé à ces sanctions lorsqu'il siégeait au Sénat.
- Le président Obama a une approche axée sur la discussion.
- Mitt Romney croit aux discussions, mais, à son avis, il ne faut pas simplement parler pour parler.

L'honorable Jim Talent

- Il faut un solide leadership appuyé par des mesures concrètes.
- Les États-Unis devraient :
 - mettre sur pied un système de défense antimissile,
 - imposer des sanctions plus sévères,
 - établir des coalitions avec les pays concernés,
 - agir aussi rapidement et de façon aussi cohérente que possible aux côtés des alliés qui ont les mêmes objectifs et valeurs.

L'honorable Norm Coleman

- La prolifération nucléaire est un sujet préoccupant.
- La prolifération nucléaire est une question d'ordre international.

L'honorable Jim Kolbe : *Quelles mesures devrait-on prendre en ce qui concerne l'Afghanistan?*

L'honorable Jim Talent

- Le Parti républicain respecte la date du retrait des troupes fixée en 2014, mais il y a du travail à faire d'ici là.

L'honorable Norm Coleman

- La date du retrait des troupes en 2014 a été choisie pour des raisons politiques. Le Parti républicain ne prendrait pas de décisions pour des raisons politiques.
- Le soutien pour la mission en Afghanistan a chuté aux États-Unis.

L'honorable Jim Kolbe : *Quel rôle devrait jouer les États-Unis dans la mer de Chine méridionale?*

L'honorable Jim Talent

- Les relations économiques entre les États-Unis et la Chine sont en pleine croissance. Cela dit, les États-Unis ne devraient pas se retirer de ses alliances stratégiques dans la région du Pacifique.
- Il est impossible de conserver notre crédibilité si nous n'avons pas une présence dans la région, et il est impossible de garder une présence dans la région si nous nous défaisons de nos alliances.

L'honorable Vin Weber

- Certains signes montrent que l'économie de la Chine ralentit.
- Il est important que les États-Unis renforcent leurs relations avec leurs alliés traditionnels dans la région.

L'honorable Jim Kolbe : *La Russie est-elle le principal ennemi des États-Unis?*

L'honorable Richard Williamson

- Il est important d'être honnête au sujet des différends et d'être franc au sujet des objectifs à long terme.
- La « dérive autoritaire » en Russie est préoccupante.
- Il faut comprendre qu'il peut y avoir des différences légitimes.
- Selon Mitt Romney, les États-Unis doivent « réévaluer » leur approche par rapport à la Russie.

L'honorable Vin Weber

- « Adversaire géopolitique » et « adversaire militaire » ne sont pas équivalents.

L'honorable Norm Coleman

- Il y a une différence entre « adversaire » et « ennemi ». Les adversaires respectent la force active.
- Il existe des préoccupations relativement au respect des droits de la personne en Russie.

L'honorable Jim Talent

- Le président Obama est à l'écoute des préoccupations de la Russie, mais la Russie ne rend pas la pareille.
- Mitt Romney est d'avis que les relations doivent être fondées sur la franchise.

L'honorable Jim Kolbe : *Quelle place devrait-on accorder aux considérations humanitaires?*

L'honorable Richard Williamson

- Mitt Romney comprend et respecte le fait que sa première responsabilité est d'assurer la sécurité du peuple américain.
- La politique étrangère devrait être en partie fondée sur des valeurs.
- Une vaste gamme de mesures peuvent être prises en politique étrangère, notamment :
 - des sanctions,
 - le déploiement de troupes,
 - l'aide internationale,
 - la diplomatie.

L'honorable Jim Talent

- Le leadership des États-Unis au sein de la communauté internationale est important.
- Il faut intervenir lorsque des atrocités sont commises.

L'honorable Jim Kolbe : *Devrait-on lever l'embargo des États-Unis contre Cuba?*

L'honorable Jim Talent

- L'embargo des États-Unis contre Cuba ne devrait pas être levé.

L'honorable Vin Weber

- L'embargo des États-Unis contre Cuba ne devrait pas être levé.

L'honorable Richard Williamson

- L'embargo des États-Unis contre Cuba ne devrait pas être levé.

L'honorable Norm Coleman

- L'embargo des États-Unis contre Cuba ne devrait pas être levé.

- Lorsque l'ancien président cubain Fidel Castro ne sera plus, des occasions se présenteront. La transition subséquente doit s'ouvrir sur la démocratie.

L'honorable Jim Kolbe : *Quelle devrait être la relation des États-Unis avec l'Amérique latine?*

L'honorable Norm Coleman

- Mitt Romney veut entretenir des relations serrées avec l'Amérique latine et multiplier les possibilités économiques dans cette région du monde.
- L'Amérique latine a de nombreuses ressources.

L'honorable Jim Talent

- Le commerce et l'aide efficace peuvent stimuler la création d'emplois.

L'honorable Jim Kolbe : *Est-il temps pour les États-Unis de réduire les sommes qu'ils consacrent à l'aide internationale?*

L'honorable Vin Weber

- Les dépenses des États-Unis en aide internationale sont relativement basses, et le moment n'est pas opportun pour réduire l'aide internationale. Cela dit, il est difficile de ne pas en venir à diminuer l'aide internationale dans un contexte où il est nécessaire de réduire les dépenses de l'État.
- Le secteur privé a un rôle à jouer en ce qui concerne l'aide internationale.

L'honorable Jim Talent

- Les outils d'aide internationale peuvent être très efficaces sans pour autant être coûteux.
- L'aide internationale devrait être liée à la politique étrangère, et il faudrait exiger la reddition de comptes et des résultats.

DISCUSSION DE GROUPE : BIOTECHNOLOGIE ET INNOVATION

Robert Bradway, Amgen

- Il faut encourager l'innovation, y investir des ressources et en faire une priorité, que les conjonctures soient favorables ou défavorables. En outre, le secteur privé et le secteur public ont tous deux un rôle à jouer.

- Il faut collaborer et apprendre des expériences des autres afin d'encourager l'innovation, notamment en ce qui concerne la biotechnologie, pour le bien de tous. Il ne s'agit pas d'une situation gagnant-perdant.
- Les patients doivent avoir accès aux médicaments adéquats au moment opportun.
- Au XX^e siècle, des percées dans le domaine biomédical nous ont amenés à l'aube d'une révolution.
- Il y a une course à l'échelle mondiale en biologie. De nombreux pays concentrent leurs efforts sur la biotechnologie.
- Des politiques visant la croissance de la biotechnologie permettraient d'adopter des mesures abordant les cinq éléments suivants en tant qu'ensemble plutôt que séparément :
 - Investissements en infrastructure scientifique, plus particulièrement en ce qui concerne l'équipement de recherche et de formation de base.
 - Adoption de droits de propriété intellectuelle exécutoires et robustes visant à bénéficier les personnes qui prennent des risques et à encourager les investissements dans la recherche, le développement et la commercialisation.
 - Adoption de règlements sensés, prévisibles, transparents, non discriminatoires et fondés sur des preuves scientifiques.
 - Accès stable au capital, y compris au capital de risque, et ouverture aux investissements étrangers.
 - Établissement, pour les clients, d'un marché compétitif qui encourage l'innovation compte tenu du fait que la plupart des marchés compétitifs sont dirigés par des entreprises privées et non par des sociétés d'État.
- L'innovation est un moteur essentiel de la croissance, et il faut adopter des politiques qui encouragent précisément l'innovation.
- Les gouvernements devraient investir en éducation de même qu'en recherche et développement, et devraient favoriser la collaboration avec le secteur privé.

L'honorable David Dreier, *membre de la Chambre des représentants des États-Unis*

- Il faut uniformiser les règlements.
- Il serait avantageux pour l'ensemble de la planète si le président américain était républicain et si le Parti républicain détenait la majorité dans les deux chambres du Congrès.
- Le premier réflexe des démocrates est de se tourner vers le gouvernement fédéral pour régler les problèmes sociaux, tandis que les républicains se tournent vers les groupes sociaux dans l'ordre suivant : la famille, l'église, la

communauté, l'administration locale, le gouvernement de l'État et le gouvernement fédéral.

- Les républicains veulent multiplier les possibilités économiques au moyen de la libéralisation économique.
- L'existence de la pauvreté dans le monde est liée à l'extrémisme violent.
- Les représentants du Tea Party au Congrès comprennent l'importance de la mondialisation.
- La primauté du droit et le développement de l'autodétermination ne peuvent exister qu'en présence de solides institutions démocratiques.

Stephen Klasko, *University of South Florida*

- Les transformations ne produisent pas si l'on ne fait que modifier la situation en place. Pour provoquer des transformations, il faut instaurer une nouvelle situation qui rend la situation en place obsolète.
- Question essentielle : Que peut-on faire aujourd'hui pour lancer le processus de transformation?

DISCUSSION DE GROUPE : INNOVATION, TECHNOLOGIE, INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET CROISSANCE DE L'EMPLOI AUX ÉTATS-UNIS

Au cours de la discussion de groupe, Joshua Bolten, ancien chef de cabinet à la Maison-Blanche et directeur de l'Office of Management and Budget, a prononcé un discours d'ouverture et a posé des questions aux intervenants suivants après leur présentation respective:

- Stephen Biegun, Ford Motor Company
- William Lane, Caterpillar Inc.
- Gregory Sebansky, Philips Electronics

Joshua Bolten

- La présente élection, probablement plus que n'importe quelle élection récente, porte sur l'économie.
- La croissance de l'emploi est au cœur de tout le processus électoral.
- La croissance économique et la croissance de l'emploi sont des éléments essentiels et liés à la situation financière.

Gregory Sebasky

- Il y a une différence entre transformation et réforme.

- Il faut accorder davantage d'importance à l'innovation et aux solutions du secteur privé qu'aux solutions du gouvernement.
- Les chaînes d'approvisionnement sont les moteurs de l'économie.
- Le principe du traitement réciproque est important.

William Lane

- Il faut adopter une perspective mondiale. Les entreprises devraient être considérées comme des entités internationales même si leur siège social se trouve dans un pays particulier.
- Le marché asiatique est très important. La Chine est plus ouverte aux investissements que ne l'était le Japon au cours des années 1980.
- Le monde est « bondé » d'argent, mais il y a un manque de confiance. Il faut un leader qui rétablira la confiance.

Stephen Biegun

- Lorsque les États-Unis se redresseront, l'industrie manufacturière prospérera puisque les éléments fondamentaux sont solidement en place.

Joshua Bolten : *Que devons-nous faire au point où nous en sommes?*

William Lane

- C'est l'emploi qui constitue le dossier le plus important des élections de 2012. Il faut donc se concentrer sur les mesures nécessaires pour favoriser la création d'emplois.
- La création d'emplois dépend de l'adoption de bonnes politiques.
- Les entreprises doivent :
 - convaincre les décideurs à faire preuve d'audace, notamment en ce qui concerne le partenariat transpacifique;
 - veiller à ce qu'il y ait un sentiment d'urgence, notamment en ce qui concerne la vitesse à laquelle les accords commerciaux sont négociés, signés et mis en œuvre;
 - s'assurer que le mieux ne devienne pas l'ennemi du bien.

Gregory Sebasky

- Il faut aborder les problèmes de manière pragmatique en se fondant avant tout sur les preuves.
- Les marchés de partout dans le monde doivent être solides.

Joshua Bolten : *Quel devrait être le message de l'équipe républicaine en ce qui concerne les politiques?*

Gregory Sebasky

Le message de l'équipe républicaine devrait porter sur les éléments suivants :

- Le principe de traitement réciproque.
- L'uniformisation des règlements.
- Une vision claire de la politique fiscale, notamment une simplification pour les sociétés.
- Une plus grande ouverture, notamment en ce qui concerne les visas.

William Lane

- La principale fonction du secrétaire au Commerce, qui « a l'oreille du président », est de créer des emplois et d'appuyer le milieu des affaires.
- Le secrétaire au Commerce a démissionné il y a 71 jours. Plus personne au sein du cabinet fédéral ne défend les intérêts des entreprises.
- Mitt Romney comprend le milieu des affaires.

Stephen Biegun

- La croissance doit être une priorité et doit se trouver au cœur de toutes les politiques économiques.
- Tout changement de politique doit être axé sur la croissance.

Joshua Bolten : *Quelles mesures devrait-on prendre en ce qui concerne les taux de change?*

Stephen Biegun

- L'économie mondiale devrait déterminer les taux de change, sans ingérence des gouvernements.
- Les interventions sur le marché des changes sont en train de remplacer les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce.
- Lorsque les marchés sont libres, les gouvernements sont moins tentés d'intervenir sur le marché des changes.

SURVOL DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE ET DE LA COMMISSION DES DÉBATS PRÉSIDENTIELS

L'honorable Frank Fahrenkopf, Jr., *Commission des débats présidentiels et ancien président du Comité national du Parti républicain*

- Aux États-Unis, la campagne électorale présidentielle de 2012 commencera pour de bon après le Congrès national du Parti démocrate.
- Les Américains ne portent pas vraiment attention à la campagne avant la fête du Travail.
- Lorsque les Américains commenceront à s'intéresser aux élections, les débats des candidats à la présidence et des candidats à la vice-présidence seront des moments déterminants. Selon un sondage, 65 % des Américains estiment que les débats ont une grande influence sur leur décision.
- Au moment de voter, les Américains devront choisir entre deux approches différentes concernant le rôle du gouvernement dans leur vie. À cet égard, les débats pourraient jouer un rôle plus important que jamais.
- Le premier débat présidentiel diffusé à la télévision a été celui opposant le sénateur John Kennedy et le vice-président Richard Nixon. Il a ensuite fallu attendre 16 ans avant la tenue d'un autre débat présidentiel.
- Le gouverneur Carter a invité le président non élu Gerald Ford à l'affronter au cours d'un débat. Le président Ford était impopulaire puisqu'il avait accordé sa grâce à Richard Nixon.
- Le débat présidentiel entre le président Ford et le gouverneur Carter a été organisé par la League of Women Voters, qui a également organisé les débats de 1980 et de 1984.
- Après l'élection de 1984, deux commissions sont arrivées aux mêmes conclusions : il fallait mettre sur pied une commission indépendante. On a alors créé la Commission des débats présidentiels.
- La Commission des débats présidentiels, composée de membres républicains, démocrates et indépendants, a organisé son premier débat en 1988, au cours duquel le vice-président George H. Bush a affronté le gouverneur Michael Dukakis.
- Aujourd'hui, les débats des candidats à la présidence et des candidats à la vice-présidence sont tenus sur des campus universitaires. Les établissements doivent verser 1,5 million de dollars dans un fonds de dotation.
- En 1992, on a utilisé la formule des débats publics pour la première fois au cours du débat entre le président George H. Bush, le gouverneur Bill Clinton et à Ross Perot.
- Le président George H. Bush ne voulait pas participer aux débats présidentiels en 1992. Selon lui, il était indigne d'un président de se prêter à des débats.
- Le dernier débat présidentiel de 1992 a été l'émission la plus regardée de l'histoire après le dernier épisode de M*A*S*H.

- Habituellement, les débats présidentiels étaient dirigés par un modérateur et un groupe de journalistes, qui posaient des questions tour à tour. En 1992, la Commission des débats présidentiels a opté pour un seul modérateur et, en 2000, ce modèle est devenu la norme.
- Les débats de 2012 auront une nouvelle forme :
 - Un débat présidentiel sera consacré à la politique intérieure.
 - Le débat des candidats à la vice-présidence sera consacré autant à la politique intérieure qu'à la politique étrangère.
 - Un débat public entre les deux candidats à la présidence.
 - Un débat présidentiel consacré à la politique étrangère.
- Le résultat des élections présidentielles de 2012 sera probablement déterminé par les électeurs indépendants et par moins de douze États, où 90 % de l'argent sera dépensé.
- À ce jour, il est estimé que le débat entre les candidats à la vice-présidence Sarah Palin et Joe Biden a été le débat le plus regardé de l'histoire, tandis que celui opposant les candidats à la vice-présidence Joe Lieberman et Dick Cheney a été le débat le plus constructif.
- Au cours du processus de sélection du modérateur, on examine les reportages des personnes sélectionnées pour déterminer si elles font preuve d'impartialité et de sérieux. On cherche surtout une personne qui n'utilisera pas son rôle de modérateur pour mousser sa popularité.
- Au cours des quatre dernières années, le président Obama s'est fait absent et s'est efforcé de réduire les attentes de la population plutôt que de les hausser.
- Peu d'Américains considèrent qu'une autre personne viendra régler leurs problèmes. Les Américains sont indépendants.
- Les élections de 2012 seront le moment de définir le peuple américain et ses valeurs.
- Depuis quatre ans, le président Obama fuit les problèmes du pays. Mitt Romney, quant à lui, a consacré sa vie à trouver des solutions.
- Le gouverneur Romney voit un pays prêt à se relever, et il est l'homme capable de diriger ce redressement.
- La reprise économique actuelle est la plus lente de l'histoire du pays.
- La situation actuelle a été causée par les décisions du président Obama et de ses alliés démocrates au Congrès.

LE CONGRÈS NATIONAL DE 2012 DU PARTI RÉPUBLICAIN

Alec Poitevint, *Congrès national de 2012 du Parti républicain*

- Pour organiser un congrès politique, il faut, entre autres, mettre sur pied un système de transport, transformer ce qui semble être une patinoire en un espace d'amphithéâtre, veiller à mettre en place des systèmes électriques de secours et d'autres systèmes d'urgence, trouver des chambres d'hôtel adéquates, sélectionner les personnes qui figureront au programme.
- Au cours du Congrès actuel, l'équipe de planification se rencontre tous les soirs à 23 heures.
- Le comité de sélection du site du parti politique envoie une demande de propositions. La sélection du lieu parmi les villes retenues est une décision d'affaires.
- Le candidat à la présidence n'est pas tenu de respecter les positions définies dans la plateforme de son parti.

DISCUSSION DE GROUPE : ÉCONOMIE ET COMMERCE INTERNATIONAL

Au cours de la discussion de groupe, Paula Dobriansky, Université Harvard et ancienne secrétaire d'État adjointe à la Démocratie et aux Affaires internationales, a livré un discours d'ouverture et posé des questions aux intervenants suivants :

- L'honorable Carlos Gutierrez, ancien secrétaire au Commerce
- L'honorable Grant Aldonas, ancien secrétaire adjoint au Commerce

Paula Dobriansky

- L'économie internationale est liée à l'économie nationale.
- Il est important d'avoir un solide leadership sur le plan économique.

Paula Dobriansky : *Quels sont les principaux défis en ce qui concerne l'économie internationale et l'économie nationale?*

L'honorable Carlos Gutierrez

- La situation économique à court terme n'est pas reluisante. L'économie stagne, les moteurs marchent au ralenti, le taux de chômage s'élève à 8,3 % et 23 millions d'Américains sont soit à la recherche d'emploi, soit découragés de leur emploi, ou encore à la recherche d'un travail à temps plein et non pas partiel.

- Le président Obama et le gouverneur Romney ont des visions bien différentes de la façon de stimuler l'économie. Obama préfère adopter des règlements qui font obstacle aux affaires alors que Romney appuie le milieu des affaires.
- Les mesures adoptées par l'administration du président Obama ont empiré la situation plutôt que l'améliorer, et ont ajouté 5 billions de dollars à la dette du pays.
- La proportion de la dette des États-Unis par rapport à son produit intérieur brut figure parmi les cinq plus élevées au monde.
- De 1982 à 2007, les baby-boomers ont acheté des maisons, se sont procuré des biens et ont adopté un mode de vie qui favorisait la croissance économique. Aujourd'hui, ces personnes prennent leur retraite, ce qui crée des pénuries de main-d'œuvre, et, par conséquent, il est plus difficile de payer pour le régime d'assurance-maladie et les pensions.
- Il est fort probable que la Grèce quitte l'union monétaire de l'euro.
- La Russie s'est jointe à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui représente un grand pas en avant.
- L'Asie deviendra probablement la plus grande union commerciale au monde et supplantera l'Union européenne.
- La réelle tendance n'est pas la mondialisation, mais plutôt la régionalisation.
- Les États-Unis doivent travailler dans leur région avec leurs partenaires de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). L'ALENA a été très avantageux pour les trois pays signataires.
- Les États-Unis ont conclu des accords de libre-échange avec certains des pays d'Amérique latine. Il faut intégrer les pays de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine pour créer une seule et même région, comme l'ont fait les pays de l'Europe.
- La principale priorité de Mitt Romney est l'Amérique latine.
- Les questions du régime d'assurance-maladie et de l'immigration seront réglées un jour.

Paula Dobriansky : *Quels sont les avantages des accords de libre-échange pour les États-Unis et les pays signataires?*

L'honorable Grant Aldonis

- Au cours des quatre dernières années, on a trop peu discuté des accords de libre-échange et de l'évolution de l'économie mondiale.
- Le président Obama ne comprend aucunement les résultats de la mondialisation.
- Au cours de la crise financière et économique mondiale, les « forces du protectionnisme » se sont rassemblées. Les accords de libre-échange luttent

contre ces forces, et il faut libéraliser le commerce et lutter contre le protectionnisme.

- Le régionalisme ne doit pas faire obstacle au commerce.

Respectueusement soumis,

L'honorable Janis G. Johnson, sénatrice
Coprésidente
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Gord Brown, député
Coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	Congrès national du Parti républicain
DESTINATION	Tampa Bay, Floride, États-Unis d'Amérique
DATES	du 27 au 30 août 2012
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Rob Runciman, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Gordon Brown, député, coprésident
PERSONNEL	M ^{me} June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	4 154,77 \$
HÉBERGEMENT	2 967,20 \$
GRATUITÉS	Ø \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	1 054,84 \$
CADEAUX OFFICIELS	Ø \$
DIVERS/FRAIS D'INSCRIPTION	0,00 \$
TOTAL	8 176,81 \$